

Cote du document: EB 2015/116/R.28/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 11
Date: 17 décembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: établir une base de référence et définir les prochaines étapes

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Shantanu Mathur
Chargé des partenariats avec
les organismes des Nations Unies
ayant leur siège à Rome
Bureau du Vice-Président adjoint
Département gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session
Rome, 16-17 décembre 2015

Pour: Information

Table des matières

Sigles et acronymes	i
A. Généralités	1
B. Principales caractéristiques de la collaboration	1
C. Concertation sur les politiques et sensibilisation au niveau mondial, régional et national	2
D. Plateformes multipartites, forums et réseaux mondiaux	3
E. Activités conjointes	5
F. Collaboration pour l'hébergement des bureaux de pays du FIDA	6
G. Collaboration des OSR et services institutionnels	9
H. Prochaines étapes	10

Annexes

- I. Aperçu de la collaboration de la FAO avec les opérations de prêt financées par le FIDA et les dons du FIDA (octobre 2015)
- II. Le travail conjoint des OSR au niveau des pays

Sigles et acronymes

CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GFAR	Forum mondial sur la recherche agricole
ODD	Objectif de développement durable
OSR	Organisme des Nations Unies ayant leur siège à Rome
PAM	Programme alimentaire mondial
TCI	Division du Centre d'investissement

Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: établir une base de référence et définir les prochaines étapes

A. Généralités

1. Durant sa session de septembre 2015, le Conseil d'administration a examiné le rapport de la direction sur l'état de la collaboration entre les trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome (OSR), à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) (document EB 2015/115/R.23). À cette occasion, le Conseil a pris acte du fait que, même si ces trois institutions diffèrent en termes de mandat et de modèle opérationnel, elles entretiennent de solides rapports de coopération et de collaboration. Le Conseil a encouragé la direction du FIDA à aller de l'avant sur la voie de l'intensification de la collaboration du Fonds avec ses institutions sœurs à Rome.
2. La direction a donné au Conseil l'assurance de sa volonté de collaborer avec la FAO et le PAM. Afin de permettre au Conseil d'apprécier les progrès accomplis dans ce domaine, la direction s'est engagée à lui présenter, à sa session de décembre 2015, un document illustrant l'état d'avancement de cette coopération, qui devait servir de base de référence et comprendre une section illustrant les perspectives de collaboration future.
3. Conformément à cet engagement, le présent document fournit des informations sur l'état actuel de la collaboration entre les OSR et définit la marche à suivre. La section B décrit les grandes lignes de la collaboration. La section C aborde la question de la collaboration entre les OSR dans le domaine des politiques et de la sensibilisation au niveau mondial, régional et national. La section D recense les plateformes multipartites, les forums et les réseaux mondiaux que lesdits organismes ont mis à profit pour promouvoir la collaboration. La section E illustre les principales activités conjointes tandis que la section F offre une vue d'ensemble des perspectives d'avenir. Le présent document, fruit d'un travail conjoint avec la FAO et le PAM, met à profit les rapports récemment préparés par ces institutions¹.

B. Principales caractéristiques de la collaboration

4. La collaboration entre les OSR est relativement étendue – de la coopération au niveau mondial sur les questions relatives aux politiques et à la sensibilisation, par exemple la coopération pour l'établissement du programme pour l'après-2015, à la collaboration au niveau national sur des questions précises de développement ou des situations d'urgence. La quarante-deuxième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui s'est tenue du 12 au 15 octobre 2015 au siège de la FAO, est une illustration récente de cette collaboration. Le CSA bénéficie de l'appui des trois institutions et, lors de la réunion, toutes les parties prenantes se sont vivement félicitées de leur collaboration.
5. Lorsque l'on évalue le large éventail des activités dans le cadre desquelles les OSR coopèrent, les principales caractéristiques qui émergent sont les suivantes:
 - Dans 82% des cas environ, la collaboration entre les OSR intervient entre deux des trois institutions.
 - Dans 18% des cas environ, la collaboration intervient entre les trois organismes.

¹ Voir par exemple le document "*Point sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome – Le point de vue du PAM*" (WFP/EB.2/2015/4-C/Rev.1), qui a été présenté le 9 novembre 2015, à l'occasion de la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration du PAM.

- Dans près de 69% des cas, la collaboration intervient entre la FAO et le PAM compte tenu de la forte complémentarité des programmes respectifs de ces deux institutions.
 - Dans 18% des cas environ, ce sont la FAO et le FIDA qui travaillent ensemble, en général dans le cadre de l'appui que le Centre d'investissement de la FAO offre pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes du FIDA et par le biais du programme de dons du FIDA (voir l'annexe II).
 - Dans moins de 5% des cas, la collaboration intervient entre le PAM et le FIDA, essentiellement dans le cadre des efforts déployés afin de mettre en lien des projets financés par le FIDA avec des opérations de secours et de relèvement et des initiatives mises en œuvre au niveau du siège.
6. En ce qui concerne les types de coopération, il est également possible d'identifier un certain nombre de caractéristiques distinctes. La collaboration entre la FAO et le FIDA et entre la FAO et le PAM intervient à tous les niveaux (mondial, siège, régional et national), à l'instar de la collaboration entre les trois institutions. Par ailleurs, la coopération entre le FIDA et le PAM intervient essentiellement au niveau des pays, exception faite des partenariats dans des domaines spécifiques tels que la coopération dans le domaine de l'analyse concernant l'assurance indexée sur les conditions météorologiques ou le climat.
7. Quant aux types d'activités qui suscitent une forte collaboration entre les OSR, on constate ce qui suit:
- Le groupe d'activités en matière de politiques, de renforcement des capacités et de sensibilisation ainsi que celui relatif aux opérations d'urgence représentent environ 30% de la collaboration.
 - Les investissements dans les projets de développement agricole et rural représentent près de 20% de la collaboration (principalement entre le FIDA et la FAO).
 - La collaboration concernant la fourniture de services administratifs représente 13%.
 - Le pourcentage restant a trait à d'autres types de collaboration, comme la coopération Sud-Sud et triangulaire.
- C. Concertation sur les politiques et sensibilisation au niveau mondial, régional et national
8. Les OSR œuvrent couramment ensemble afin de promouvoir la concertation sur les politiques s'agissant de thèmes majeurs comme l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition. Les messages diffusés par les trois organismes sur la scène mondiale ou régionale, de même que la mobilisation dont ils font preuve sur des questions d'intérêt commun, ont toujours témoigné d'une cohérence remarquable entre eux, même si ces questions sont abordées dans l'optique de leurs mandats respectifs. Leur collaboration a eu un impact considérable et leurs positions complémentaires ont favorisé la synergie des efforts déployés par chaque organisation.
9. Par ailleurs, les OSR ont travaillé ensemble dans un grand nombre de pays, dans le cadre d'un vaste éventail d'interventions – de la concertation sur les politiques à la planification conjointe des programmes en passant par l'appui à l'exécution. On trouvera à l'annexe II des exemples concrets de cette collaboration au niveau national.
10. S'agissant de la collaboration en termes de concertation sur les politiques et de sensibilisation, l'année 2015 a été particulièrement significative dans la mesure où la collaboration entre les trois organismes a été portée à un niveau supérieur, comme l'illustrent les événements et actions ci-après:

- Assistance pour la définition du Programme 2030: les OSR ont collaboré étroitement dans le cadre du processus mondial de définition du programme pour l'après-2015. Ils ont travaillé ensemble pour fournir un appui technique et politique aux États membres par le biais de l'équipe d'appui technique des Nations Unies à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'agriculture durable.
- Financement du développement: en avril 2015, en marge de la deuxième séance de rédaction du document final sur le financement du développement, une manifestation organisée conjointement par les trois institutions a permis d'appeler l'attention sur la contribution qu'un cadre de financement s'inspirant du document de réflexion commun pouvait apporter à la concrétisation du deuxième objectif de développement durable (ODD2). Une autre manifestation conjointe, portant sur le thème "Objectif faim zéro: le rôle décisif de l'investissement dans la protection sociale et l'agriculture", a été organisée en marge de la conférence à Addis-Abeba, sur la base du rapport éponyme établi par les trois institutions.
- "Mobiliser la génération faim zéro": en septembre 2015, les OSR ont accueilli une manifestation de haut niveau en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, afin de renouveler l'engagement pris en faveur du Défi Faim zéro.
- Expo Milano 2015: à l'Expo Milano, les OSR, sous la houlette de la FAO, ont organisé les manifestations marquant la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, sur le thème "Protection sociale – briser le cercle vicieux de la pauvreté en milieu rural", et auxquelles ont participé activement les directeurs des trois institutions.

D. Plateformes multipartites, forums et réseaux mondiaux

11. Plateformes multipartites. Chaque institution a joué un rôle de premier plan dans la mise en place et l'hébergement de plateformes multipartites basées à Rome. Celles-ci non seulement constituent d'importants mécanismes pour la collaboration des OSR (dans certains cas, deux OSR, voire les trois, siègent dans des comités consultatifs), mais mettent également les OSR en position de collaborer avec toute une gamme d'autres parties prenantes. On trouvera au tableau 1 ci-après certaines des plateformes multipartites les plus éminentes.

Tableau 1

Plateformes multipartites hébergées par les OSR

OSR	Plateformes multipartites hébergées
FAO	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de la sécurité alimentaire mondiale • Forum mondial sur la recherche agricole • Système d'information sur les marchés agricoles • Programme mondial pour un élevage durable • Partenariat mondial pour le climat, la pêche et l'aquaculture • Comité permanent de la nutrition (Nations Unies)
FIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Coalition internationale pour l'accès à la terre • Forum des peuples autochtones • Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones • Forum paysan • Plateforme pour la gestion des risques agricoles • Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
PAM	<ul style="list-style-type: none"> • Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH) • Mouvement Renforcer la nutrition • Comité permanent interinstitutions du module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire

12. Réseaux internationaux et mécanismes de coordination. Comme le montre le tableau 2 ci-après, les trois OSR interviennent également dans un certain nombre de réseaux internationaux et de mécanismes de coordination. De plus, les OSR collaborent par le biais d'autres réseaux hébergés comme le Groupe de travail des banques multilatérales de développement sur l'efficacité de l'aide, le Groupe de travail du G20 sur le développement, le Partenariat mondial pour l'inclusion financière, le Réseau de la microassurance, le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour les femmes et l'égalité des sexes, et le réseau GENDERNET et le Programme sur les femmes dans l'agriculture du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Tableau 2
Réseaux internationaux et mécanismes de coordination

Réseau international et mécanisme de coordination	But/activité
Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR)	Le GFAR a constitué la plateforme la plus inclusive dont disposent les parties prenantes dans le système de recherche agricole à l'échelle mondiale afin d'établir conjointement le programme international de recherche agricole et de forger des partenariats entre secteur public et secteur privé. Dans le cadre du GFAR, le FIDA collabore avec la FAO et d'autres partenaires pour créer le "chaînon manquant" entre la recherche et l'innovation dans le secteur agricole et l'impact à grande échelle en termes de lutte contre la pauvreté et la faim.
Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)	Le CSA a constitué un vecteur important pour les accords multipartites sur des thèmes essentiels comme les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ou les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Le FIDA appuie le Secrétariat du CSA, conjointement avec la FAO et le PAM, en siégeant au Groupe consultatif et en appuyant un certain nombre d'axes de travail thématiques. Cette année, CFS 42 a constitué une étape importante. Il s'agissait en effet de la première réunion mondiale de l'Organisation des Nations Unies axée sur la sécurité alimentaire et la nutrition depuis l'adoption du Programme 2030 lors de l'Assemblée générale qui s'est tenue le 25 septembre 2015 à New York.
Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural	Les OSR participent régulièrement au conseil d'administration de cette plateforme établie en 2003. Au sein de ce réseau de 38 donateurs bilatéraux et multilatéraux, d'institutions financières internationales, d'organisations intergouvernementales et d'organismes de développement, les OSR se sont joints à d'autres donateurs afin de promouvoir et de transmettre leur vision commune, à savoir qu'il est essentiel de développer et de transformer le monde agricole et rural pour pouvoir éradiquer la pauvreté, et leur conviction selon laquelle un développement durable et efficient nécessite une approche coordonnée au niveau mondial.
Division du Centre d'investissement de la FAO (TCI)	Depuis longtemps, la TCI apporte son assistance dans la formulation et la mise en œuvre sur le terrain des projets et programmes financés par le FIDA (voir l'annexe I).
Deuxième Conférence internationale sur la nutrition	La deuxième Conférence internationale sur la nutrition s'est tenue à Rome, son objectif étant d'accélérer les progrès accomplis sur la voie de la réduction de la faim et de la malnutrition. Le secrétariat de la conférence, sous la présidence conjointe de la FAO et de l'Organisation mondiale de la Santé et avec l'appui offert par le FIDA et le PAM au sein du comité directeur de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, a élaboré les deux documents finals de la Conférence: la Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action, qui constitue un cadre de politique générale flexible pour s'attaquer aux grands défis nutritionnels et définir les priorités de la coopération internationale dans ce domaine.

E. Activités conjointes

13. Outre leur collaboration à des plateformes multipartites et à des réseaux internationaux, les OSR mènent conjointement un grand nombre d'activités essentielles, dont les principales sont énumérées au tableau 3 ci-après.

Tableau 3
Activités conjointes

Activité	Mesures
Assurance fondée sur des données météorologiques	Cette initiative vise à offrir à l'agriculture paysanne, grâce à l'utilisation des données satellites les plus récentes, une assurance indexée sur les conditions météorologiques pour les risques saisonniers. Un certain nombre de partenaires stratégiques se sont joints à cette initiative – la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis, l'Agence spatiale européenne, Swiss Re, la Banque mondiale, la United States Agency for International Development (USAID) et l'International Shari'ah Research Academy for Islamic Finance, notamment. Le Mécanisme de gestion des risques météorologiques, partenariat conjoint créé en 2008 par le FIDA et le PAM, appuie des initiatives destinées à réduire la vulnérabilité des petits agriculteurs aux risques météorologiques et autres risques menaçant la production agricole.
Analyses climatiques	Le PAM et le FIDA sont conscients que les analyses climatiques revêtent une importance cruciale pour leurs opérations et que, en collaborant, ils peuvent tous deux gagner en efficacité et en efficience. L'année dernière, les deux organismes ont entrepris des analyses conjointes moyennant une programmation coordonnée, le partage de compétences spécialisées et d'autres formes de collaboration. Par ailleurs, l'expérience que possède le PAM dans le domaine des systèmes d'information géographique (SIG) et de l'observation de la Terre a permis de renforcer les capacités internes dont dispose le FIDA en la matière, vu que celui-ci envisage d'utiliser de manière plus systématique les outils de SIG et d'observation de la Terre au stade de la conception, du suivi et de l'analyse de l'impact.
ONU-Femmes	Comme les années précédentes, les OSR ont réalisé conjointement l'examen annuel par les pairs de leurs rapports respectifs sur le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Une fois par an, les OSR conduisent un examen par les pairs des progrès accomplis. Grâce à une contribution de 1,5 million d'USD apportée par la Norvège et à une contribution financière pluriannuelle de 5 millions d'USD octroyée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, il a été possible de reproduire à plus grande échelle des activités dans le cadre du programme commun pour l'émancipation économique des femmes en milieu rural, mis en œuvre dans sept pays ciblés par les trois institutions en collaboration avec ONU-Femmes.
Politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes 2015-2020	Comme l'a indiqué le PAM à son Conseil d'administration au mois de novembre, la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes 2015-2020 a été élaborée à l'issue d'un processus consultatif ouvert auquel ont participé, dans le cadre du groupe de référence externe, des spécialistes de ces questions travaillant à la FAO et au FIDA.
Pertes de produits alimentaires	La FAO, le FIDA et le PAM mettent en œuvre ensemble un nouveau projet concernant les pertes de produits alimentaires. Ce projet vise à établir un centre de référence mondial novateur sur les pertes de produits alimentaires et à éclairer l'élaboration des politiques nationales et régionales en menant des activités sur le terrain au Burkina Faso, en Ouganda et en République démocratique du Congo.
Protection sociale	Dans ce domaine, la FAO et le PAM ont récemment défini une feuille de route commune pour l'étude, la conception et la mise en œuvre de stratégies et de programmes conjoints visant à aider les gouvernements et d'autres parties prenantes à renforcer les systèmes nationaux de protection sociale et de filets de sécurité au service de la sécurité

alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture et du développement rural.

Achats au service du progrès	Depuis 2008, date de la création par le PAM de l'initiative pilote quinquennale Achats au service du progrès, la FAO et le FIDA sont devenus des partenaires stratégiques et opérationnels à la recherche des moyens les plus efficaces de mettre en lien les petits agriculteurs et la demande émanant du PAM. Les efforts déployés afin de renforcer les partenariats se poursuivent durant la phase post-expérimentale de l'initiative, dans le cadre du mémorandum d'accord établi en juin 2008. Les consultations récemment tenues sur le programme Achats au service du progrès visent à mettre en lien les petits agriculteurs avec les acheteurs institutionnels et les principaux acheteurs nationaux, y compris le PAM, en mettant à profit les enseignements tirés de la phase pilote.
Évaluation de l'ODD2	Les 17 et 18 novembre 2015, les bureaux de l'évaluation des OSR et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) ont organisé un séminaire technique au siège du FIDA afin de promouvoir une compréhension commune de l'évaluabilité de l'ODD2 et de définir les mesures qu'il est nécessaire d'adopter pour pouvoir mener à bien cette évaluation.
Rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde	Les OSR collaborent à l'élaboration du Rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. L'édition de 2015 analyse les progrès accomplis depuis 1990 sur la voie de la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir la lutte contre la faim, en recensant les principaux facteurs de succès et les défis qui restent à relever. Ces conclusions viendront orienter la transition vers le Programme 2030.

F. Collaboration pour l'hébergement des bureaux de pays du FIDA

14. Le tableau 3 a) fournit des informations sur la situation des bureaux de pays du FIDA et les accords d'hébergement en vigueur entre le FIDA et les OSR et d'autres institutions des Nations Unies et partenaires de développement. Comme on peut le voir dans le tableau 3a, sur les 41 bureaux de pays, plus de 40% sont hébergés par la FAO ou le PAM (10 par la FAO et 7 par le PAM). Pour l'avenir, le FIDA espère que le nombre de bureaux hébergés par les OSR ira en s'accroissant, au fur et à mesure que le Fonds élargira sa présence dans les pays et que la collaboration entre les OSR se renforcera au niveau national.

Tableau 3 a)

Situation des bureaux de pays du FIDA et accords d'hébergement en vigueur avec les OSR, d'autres institutions des Nations Unies et d'autres partenaires de développement

Région	Bureau de pays	Pays	Direction par CPP/CAPP	Accord d'hébergement	Institution d'accueil
ASIE ET PACIFIQUE (APR)	1	Bangladesh	CAPP		PAM
	2	Cambodge	CAPP	✓	UNOPS
	3	Chine	CAPP		PAM
	4	Inde	CPP (recruté, prise de fonctions au 2 ^{ème} trimestre de 2016)	✓	PAM
	5	Indonésie	CPP	✓	
	6	République démocratique populaire lao	CAPP	✓	PNUD
	7	Népal	CAPP	✓	PAM
	8	Pakistan	CAPP		FAO
	9	Philippines	CAPP		PNUD
	10	Sri Lanka	CAPP		PAM
	11	Viet Nam	CPP	✓	PNUD
APR Total			3 dirigés par un CPP/8 dirigés par un CAPP	6	10 (5 PAM, 3 PNUD, 1 FAO, 1 UNOPS)
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE (ESA)	1	Burundi	CPP	✓	FAO
	2	Éthiopie	CPP	✓	ILRI
	3	Kenya	CPP (recrutement en cours)	✓	ONUN
	4	Madagascar	CAPP	✓	FAO
	5	Mozambique	CPP	✓	FAO
	6	Rwanda	CAPP	✓	FAO
	7	Ouganda	CPP	✓	PNUD
	8	République-Unie de Tanzanie	CPP	✓	PNUD
	9	Zambie	CPP	✓	PAM
ESA Total			7 dirigés par un CPP/2 dirigés par un CAPP	10	9 (4 FAO, 2 PNUD, 1 PAM, 1 ONUN, 1 ILRI)

Région	Bureau de pays	Pays	Direction par CPP/CAPP	Accord d'hébergement	Institution d'accueil
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (LAC)	1	Bolivie (État plurinational de)	CPP		FAO
	2	Brésil	CAPP		PNUD
	3	Guatemala	CPP		PNUD
	4	Haïti	CPP		PNUD
	5	Panama	Pas de personnel délocalisé – programme en phase de clôture	✓	PNUD
	6	Pérou	CPP	✓	PNUD
LAC Total			4 dirigés par un CPP/1 dirigé par un CAPP	3	6 (5 PNUD, 1 FAO)
PROCHE-ORIENT AFRIQUE DU NORD ET EUROPE (NEN)	1	Égypte	CPP (recruté, prise de fonctions au 2 ^{ème} trimestre de 2016)	✓	FAO
	2	Maroc	CAPP	✓	PNUD
	3	Soudan	CPP		PNUD
	4	Yémen	CAPP (opérations suspendues)		FAO (opérations suspendues)
NEN Total			2 dirigés par un CPP/ 2 dirigés par un CAPP	2	4 (2 PNUD, 2 FAO)
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (WCA)	1	Burkina Faso	CAPP	✓	PNUD
	2	Cameroun	CPP	✓	PNUD
	3	Côte d'Ivoire	CPP	✓	PNUE
	4	République démocratique du Congo	CPP	✓	PNUD
	5	Ghana	CPP (recruté, prise de fonctions au 1er trimestre de 2016)	✓	FAO
	6	Guinée	CAPP	✓	PNUD
	7	Mali	CAPP	✓	PNUD
	8	Niger	CAPP	✓	PAM
	9	Nigéria	CPP	✓	PNUD
	10	Sénégal	CPP	✓	PNUD
	11	Sierra Leone	CAPP	✓	FAO
WCA Total			6 dirigés par un CPP/5 dirigés par un CAPP	11	11 (7 PNUD, 2 FAO, 1 PAM, 1 PNUE)
IFAD Total	41		22 dirigés par un CPP/ 18 dirigés par un CAPP	32	40 (19 PNUD, 10 FAO, 7 PAM, 1 ONUN, 1 PNUE, 1 UNOPS, 1 ILRI)

CPP – chargé de programme de pays

CAPP – chargé d'appui au programme de pays

ILRI – International Livestock Research Institute

PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement

PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement

ONUN – Office des Nations Unies à Nairobi

UNOPS – Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

G. Collaboration des OSR et services institutionnels

15. Les OSR collaborent étroitement dans le domaine des services institutionnels, et cette collaboration s'est intensifiée au cours des dernières années avec la mise en commun de ressources et l'action conjointe dans un vaste éventail d'activités. Le tableau 4 ci-après offre un tour d'horizon des principaux domaines de coopération.

Tableau 4

Collaboration des OSR et services institutionnels

Ressources humaines	Le 24 novembre 2014, les directeurs des ressources humaines de la FAO et du PAM ont signé un accord concernant les services de sécurité sociale fournis par la FAO au personnel des services généraux du PAM, au siège et au niveau international, ainsi qu'au personnel de terrain recruté localement, qui relèvent depuis le 1 ^{er} juillet 2014 du cadre réglementaire de la FAO. Les services concernés sont l'assurance maladie, l'assurance-vie, la caisse des pensions, le plan d'indemnisation et les services connexes. Les OSR ont signé le premier accord-cadre concernant le recrutement, la sélection et la nomination du personnel des services généraux basé à Rome. Cela permettra d'élargir le réservoir de compétences dans la catégorie des services généraux à Rome, les effectifs de chaque organisme étant désormais considérés par les trois organisations comme des candidats internes.
Services de contrôle interne	La coopération englobe: la publicité et la gestion conjointes des listes communes de consultants en matière d'audit et d'enquête; la sélection conjointe de sociétés externes pour les accords-cadres; l'audit conjoint des activités communes aux OSR; l'appui aux capacités interorganisations par le biais du détachement et de la formation commune.
Achats conjoints de services de trésorerie	Les départements de la trésorerie des OSR collaborent en participant chacun aux travaux du comité des placements des deux autres institutions, afin de mettre en commun les connaissances et les meilleures pratiques. L'achat conjoint de services financiers pour la banque dépositaire, les études de la gestion actif-passif, les évaluations actuarielles et les mandats pour titres à revenu fixe ont permis d'obtenir des gains d'efficacité notables.
Accords sur les tarifs aériens institutionnels	Le FIDA, qui continue de conduire les négociations sur les tarifs institutionnels pour le compte des OSR, a récemment entamé des négociations pour obtenir des tarifs mondiaux préférentiels en appui à la décentralisation de la billetterie.
Processus de gouvernance	En 2014 et 2015, les OSR ont collaboré afin de faciliter les processus de gouvernance. Parmi les activités importantes menées à bien en 2014 figurent la coordination du calendrier des réunions officielles et informelles des trois organismes; la coordination des services d'interprétation et de traduction; l'amélioration du portail terminologique commun; le partage des données d'expérience concernant les modes, les systèmes et les technologies de gouvernance; et la mise en commun des installations de conférence.
Assurance maladie du personnel	Ce service est géré par la FAO pour le compte des trois OSR. Le renforcement de la collaboration pour la gestion de l'assurance maladie après cessation de service est à l'étude.
Comités des pensions du personnel	Les secrétaires des comités respectifs se réunissent une fois par mois afin d'aborder les questions relatives aux pensions et de faciliter la résolution d'éventuels problèmes avec le bureau de Genève de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
Services d'apprentissage en ligne/partage des contenus en ligne	Le FIDA et la FAO collaborent avec le groupe de travail Cornerstone des organisations internationales/Nations Unies à la recherche de nouveaux moyens de partager et d'échanger le contenu en ligne développé en interne par ces organisations. La FAO a invité le FIDA à participer à une passation de marchés pour des services et cours d'apprentissage en ligne.
Collaboration en matière de continuité des opérations et de reprise après sinistre	Un mémorandum d'accord signé entre la FAO et le FIDA jette les bases d'un hébergement mutuel des mécanismes destinés à garantir la continuité des opérations et la reprise après un sinistre. Par ailleurs, le FIDA est en train de parachever un mémorandum d'accord avec le PAM aux termes duquel les deux organismes s'engagent à héberger réciproquement les sites des

	mécanismes précités.
Équipe chargée des achats communs	Cette équipe a favorisé les achats communs et s'oriente désormais vers une approche plus sélective en matière d'appels d'offres conjoints. L'adoption d'un concept d'organisme chef de file est à l'étude, de même qu'une meilleure intégration du système FAO-FIDA-PAM d'appel d'offres en ligne, dans une optique d'amélioration de l'efficacité.
Formation en matière de sécurité	Le FIDA organise régulièrement des cours de formation spécifiques en matière de sécurité, auxquels le personnel chargé de la sécurité dans les autres OSR peut assister. Le FIDA invite régulièrement le personnel chargé de la sécurité à la FAO et au PAM à participer aux exercices d'évacuation et de continuité des opérations.

H. Prochaines étapes

16. À l'avenir, les OSR poursuivront leur collaboration dans de nombreux domaines au niveau mondial, régional et national, très vraisemblablement suivant le modèle du réseau en étoile, que le Conseil d'administration a examiné à sa session de septembre et en vertu duquel toute perspective qu'ouvrent les activités menées par chaque OSR doit être mise à profit pour promouvoir la collaboration sur la base de l'avantage comparatif et du réseau de compétences spécialisées de chaque organisme. La collaboration ne sera pas recherchée en tant que telle, mais uniquement lorsque sa valeur ajoutée est évidente.
17. Engagement au niveau mondial et régional. Comme indiqué précédemment, c'est dans le domaine de la sensibilisation et de l'engagement au niveau mondial que s'est principalement concrétisée la collaboration des OSR. À l'avenir, on peut donc s'attendre à ce qu'un degré élevé de priorité lui soit accordé. Les trois OSR maintiendront le soutien apporté aux grandes initiatives mondiales, la priorité allant au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier les initiatives en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de la lutte contre la faim et la malnutrition. Par ailleurs, il est probable que les OSR collaboreront dans des domaines émergents comme l'inclusion financière (voir l'encadré 1 ci-après).
18. Chaque OSR a mis en place son propre noyau de partenaires et ses stratégies de partenariat, qui vont bien au-delà du pacte des OSR à Rome. Cela représente, pour chaque organisme, un atout supplémentaire pour la mobilisation de savoirs et de financements.

Encadré 1: L'inclusion financière: un exemple concret d'un nouveau partenariat entre les OSR

Les OSR, en partenariat avec le Mandataire spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour la promotion de services financiers accessibles à tous qui favorisent le développement, s'unissent de manière à mettre à profit leurs propres atouts et instruments pour favoriser l'inclusion financière des ruraux pauvres. Pour les OSR, l'inclusion financière constitue un atout crucial susceptible d'accélérer la croissance équitable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et le développement rural. Cette initiative a pour but de mettre les populations rurales pauvres à même non seulement de satisfaire leurs besoins essentiels, mais également d'investir dans leurs exploitations, leurs entreprises et leur éducation, et d'améliorer l'accès aux denrées ainsi que leur production et leur consommation.

Les OSR ont l'intention de renforcer leurs activités conjointes, d'identifier des solutions novatrices et de prendre des mesures concrètes visant notamment à promouvoir l'accès à toute une gamme de services financiers, en particulier en matière d'épargne, de crédit à court terme, de financement à long terme, d'envois de fonds, d'assurance et de paiements électroniques. Ils entendent également favoriser tout un éventail d'institutions, de modèles et de vecteurs financiers. Cette initiative permettra également de mettre en place un environnement réglementaire et juridique favorable à la sécurité alimentaire, à la finance rurale et au système d'assurance.

19. Collaboration au niveau national. L'un des défis majeurs que les OSR devront relever sera de renforcer leur collaboration dans les pays. Pour cela, il leur faudra définir la marche à suivre pour resserrer leurs liens au niveau du programme de pays et œuvrer à l'unisson, chaque institution apportant ses outils, sa logique d'intervention et ses instruments complémentaires. De nombreux partenariats, tant bilatéraux que trilatéraux, ont déjà été conclus et sont en cours, et il faut maintenant élargir la portée de cette coopération (pour plus de détails, voir les annexes I et II).
20. Après le cycle de présentations que les OSR organisent à l'intention de leurs organes directeurs respectifs sur l'état d'avancement des efforts déployés en matière de collaboration, un processus élargi de consultation entre les trois organismes a été engagé afin d'amener le partenariat à l'étape suivante. Durant celle-ci, il faudra mettre à jour la cartographie² des activités en faisant le point des travaux déjà réalisés et en recensant les principaux domaines de collaboration – géographiquement et thématiquement parlant. Ceux-ci pourront prendre la forme d'évaluations conjointes, de conseils en matière de politiques, de savoir et de suivi, d'un appui conjoint aux investissements et aux opérations, et de préparatifs pour la mise en œuvre des ODD par le biais des mécanismes de coordination en place au niveau du siège et au niveau régional.
21. Une fois réalisée la carte de situation et recensées les possibilités, synergies et stratégies potentielles en vue de la mise en œuvre d'initiatives futures de collaboration, les responsables de haut niveau des trois institutions élaboreront un plan d'action commun qui permettra de donner corps aux potentialités et aux avantages d'une collaboration renforcée dans un certain nombre de pays.
22. L'objectif principal de cette collaboration sera de mettre à profit les capacités des trois OSR afin d'aider les pays membres à atteindre les ODD, en particulier les deux premiers. Les partenariats ne constitueront pas une fin en soi mais plutôt un moyen de promouvoir les synergies, l'efficacité et l'efficience.

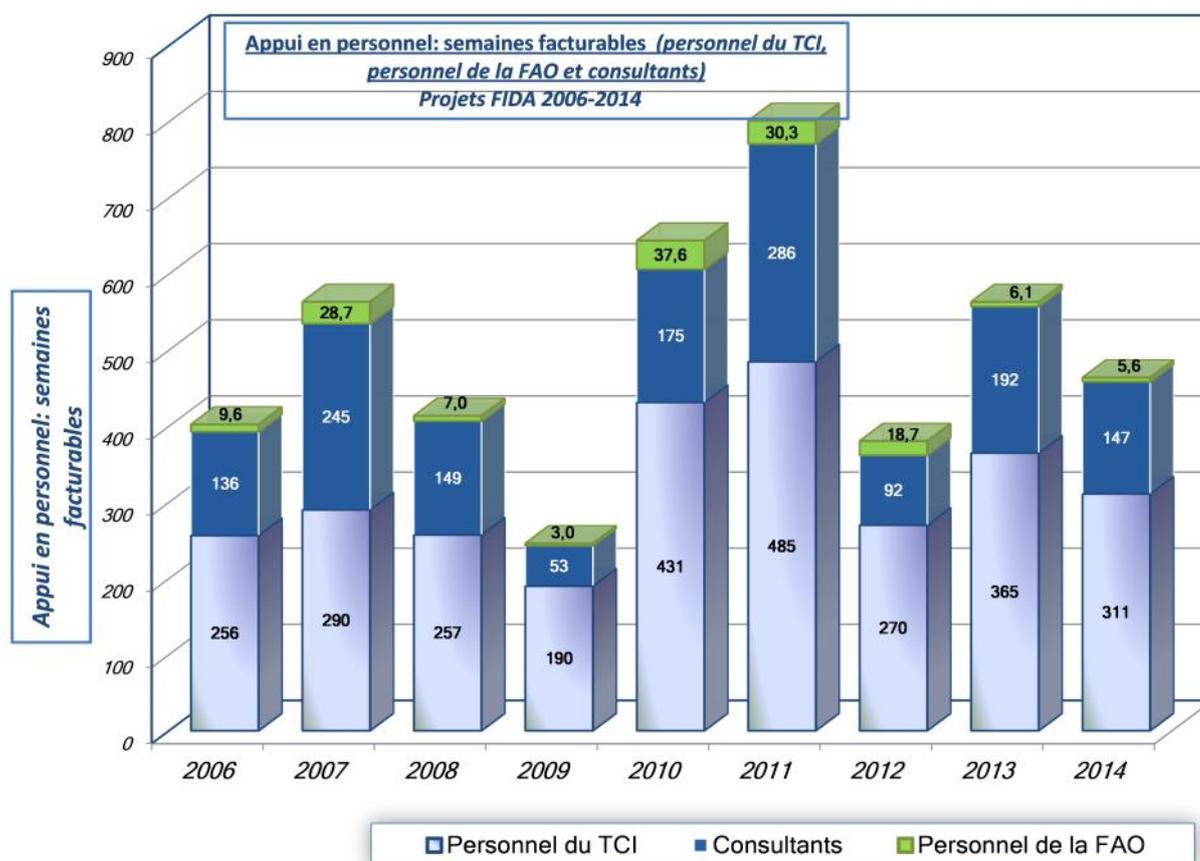
² Au cours de la dernière décennie, les initiatives mises en œuvre par les OSR afin de renforcer la collaboration ont porté notamment sur la réalisation conjointe d'une cartographie similaire à l'analyse exhaustive présentée au Conseil d'administration du PAM (document WFP/EB.2/2015/4-C/Rev.1). Les informations quantitatives dérivant de l'analyse cartographique réalisée en 2009 et de l'analyse correspondante des opérations communes, dûment mises à jour, devraient jeter les bases d'autres évaluations qualitatives qui permettront de tracer les grandes lignes des partenariats stratégiques des OSR à l'avenir.

Aperçu de la collaboration de la FAO avec les opérations de prêt financées par le FIDA et les dons du FIDA (octobre 2015)

1. Programme de coopération FIDA-FAO. Depuis longtemps, la Division du Centre d'investissement (TCI) de la FAO offre un appui à la formulation et à la mise en œuvre des projets et programmes financés par le FIDA. Entre 1977 et octobre 2015, le FIDA a approuvé 336 opérations préparées avec l'appui de la TCI, pour une valeur totale de 11 milliards d'USD. La figure 1 ci-dessous présente des informations sur le volume d'appui fourni par le personnel de la TCI aux opérations du FIDA.

Figure 1

Appui fourni par le personnel de la TCI, en semaines facturables, à des projets du FIDA (2006-2014)



Source: FAO/TCI

2. Pour préparer ses projets, la TCI met à profit la multitude de connaissances techniques que possèdent les cadres des différents départements techniques de la FAO. Le FIDA, lui aussi, tire parti de ce réservoir de compétences spécialisées pour mener à bien ses travaux d'amélioration de la qualité et d'assurance qualité. En 2014, le temps en personnel consacré aux tâches de conception, de préparation et d'évaluation de la qualité initiale des projets du FIDA a représenté 464 semaines-homme.
3. Outre la participation à la conception du programme de prêts du FIDA, la TCI a permis de faire la jonction avec d'autres partenariats, notamment dans le cadre de l'appui fourni grâce aux dons du FIDA en matière de formation et de renforcement des capacités. On trouvera ci-après un certain nombre d'initiatives spécifiques à la participation de la TCI:

- Initiative de développement des capacités. En décembre 2013, le FIDA et la FAO ont signé un projet de deux ans en appui au développement des capacités pour une meilleure gestion des investissements publics en faveur de l'agriculture paysanne dans les pays en développement. Ce projet, qui est cofinancé grâce à un don de 2,0 millions d'USD octroyé par le FIDA (2014-2015) et à une contribution de la TCI de 0,3 million d'USD, a un double objectif: d'une part, il vise à améliorer la performance en termes d'exécution d'environ 18 projets financés par le FIDA³ dans huit États fragiles ou en situation de fragilité⁴ et, d'autre part, à renforcer les capacités des pays dans lesquels ces projets sont mis en œuvre.
- Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Ce programme pluriannuel multidonateurs a été lancé par le FIDA en 2012. Il vise à acheminer les fonds destinés aux initiatives relatives au changement climatique et à l'environnement vers les petits agriculteurs de manière à ce que ceux-ci puissent renforcer leur résilience. Le programme s'inscrit dans le droit fil du nouvel objectif stratégique de la FAO, qui est d'améliorer la résilience des moyens d'existence. En 2014, sept projets du FIDA appuyés par la TCI ont bénéficié d'un cofinancement octroyé par l'ASAP.
- Appui direct de la TCI aux gouvernements mettant en œuvre des projets financés par le FIDA. La TCI est toujours plus sollicitée pour fournir un appui direct aux gouvernements mettant en œuvre des projets financés par le FIDA, en particulier afin de les aider pour ce qui concerne les examens à mi-parcours et les examens à l'achèvement des projets.
- Partenariat entre la FAO et le FIDA dans le cadre des initiatives financées sous forme de don. La FAO est un partenaire important en matière de recherche, d'assistance technique et de renforcement des capacités; par conséquent, elle figure en première place sur la liste des bénéficiaires des dons octroyés par le FIDA. Depuis 1989, la FAO a reçu du FIDA 45 millions d'USD sous forme de dons. Entre 2009 et 2015, 43 dons financés par le FIDA ont été octroyés à la FAO, pour une valeur totale de 19,6 millions d'USD. À l'heure actuelle, la FAO intervient dans 10 dons financés par le FIDA. Elle possède un avantage comparatif avéré en sa qualité d'organisme de savoirs disposant d'un solide réseau technique dans de nombreux domaines d'intérêt thématique commun avec le programme de dons du FIDA.

³ Directement et par le biais d'un appui à l'ensemble du portefeuille de pays.

⁴ Burundi, Congo, Égypte, Érythrée, Jordanie, Népal, République démocratique du Congo et République démocratique populaire lao.

Le travail conjoint des OSR au niveau des pays

1. La collaboration des OSR porte sur un large éventail d'actions – concertation sur les politiques, consultations et planification et appui à l'exécution conjointes de programmes – dans un grand nombre de pays. Selon le PAM, en 2014, les trois OSR ont collaboré dans le cadre de 21 projets dans 18 pays⁵. Les principaux domaines de collaboration au niveau des pays ont été les suivants: projets agricoles, évaluations conjointes de la sécurité alimentaire et groupes thématiques, développement des capacités, initiatives de renforcement de la résilience, préparation aux situations d'urgence et opérations de secours.
2. Un important domaine de collaboration pour les trois OSR a porté sur l'adoption d'approches communes afin de renforcer la résilience des populations au service desquelles ils œuvrent, dont les principaux exemples sont:
 - une action conjointe à Djibouti, où le PAM intensifie son programme de résilience dans les zones rurales dans lesquelles interviennent la FAO et le FIDA;
 - un programme d'activités commun en vue de renforcer la résilience des moyens d'existence face aux menaces agroclimatiques dans le "couloir de la sécheresse" d'Amérique centrale;
 - l'adoption d'une approche commune afin de renforcer la résilience des ménages, communautés et systèmes vulnérables pour garantir la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition: des études de cas ont été conduites en ce sens au Guatemala, au Kenya et au Niger, et des programmes conjoints pour le renforcement de la résilience ont été conçus pour la Somalie et la République démocratique du Congo, notamment;
 - le Programme d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique, mis en place par le Gouvernement kényan, l'Union européenne et les OSR afin d'aider les ménages vulnérables à sortir de l'insécurité alimentaire;
 - en Zambie, les programmes mis conjointement en œuvre par les OSR cibleront les populations qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire, par le biais d'une protection sociale fondée sur des activités productives comme les programmes "vivres pour la création d'actifs", dus à l'initiative du PAM, et les activités visant l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits agriculteurs moyennant la mise en place de systèmes d'exploitation diversifiés et durables, l'accès aux marchés et une agriculture intelligente face au climat, appuyées par le FIDA et la FAO.
3. Pour revitaliser son engagement de longue date dans le domaine de la coopération Sud-Sud (CSS), la FAO a forgé un partenariat avec le FIDA aux fins de la mise en œuvre d'initiatives de CSS, comme le Projet en faveur des petites exploitations agricoles axées sur la commercialisation en Angola et un programme de CSS en Sierra Leone.
4. Les OSR poursuivent leur concertation au niveau des pays sur la conception et la mise en œuvre de la phase post-expérimentale de l'initiative Achats au service du progrès du PAM. Ainsi, au Rwanda, une consultation a été organisée afin de jeter les bases d'une stratégie de projet post-expérimentale dans ce pays.
5. Au Mozambique, le FIDA, la FAO et le PAM ont travaillé de concert à la mise en place de filières et à l'intégration des associations d'agriculteurs dans le marché. Le PAM achète directement du maïs et des haricots aux organisations de petits agriculteurs. La FAO fournit des compétences spécialisées et le FIDA participe aux activités de mobilisation de fonds par l'intermédiaire de partenaires financiers afin de faciliter l'accès des organisations de producteurs au crédit.

⁵ WFP/EB.2/2015/4-C/Rev.1.